

~~A l'occasion des 150 ans de la Commune de Paris, Contretemps publie du 18 mars au 4 juin une lettre quotidienne rédigée par Patrick Le Moal, donnant à voir ce que fut [la Commune au jour le jour](#).~~

L'essentiel de la journée

La reprise en main du Comité Central

Dans la nuit, le Comité central a tenu deux séances, dont une secrète.

Trois généraux sont nommés en remplacement de Luillier, en « *attendant l'arrivée du Général Garibaldi, acclamé comme Général en chef* » ; ce sont Brunel, Duval et Eudes, qui écrivent immédiatement une proclamation pleine de fermeté : tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous.

CITOYENS,

Appelés par le Comité central au poste grand et périlleux de commander provisoirement la garde nationale républicaine, nous jurons de remplir énergiquement cette mission, afin d'assurer le rétablissement de l'entente sociale entre tous les citoyens.

Nous voulons l'ordre... mais non celui que patronnent les régimes déchus, en assassinant les fonctionnaires paisibles et en autorisant tous les abus.

Ceux qui provoquent à l'émeute n'hésitent pas, pour arriver à leur but de restaurations monarchiques, à se servir de moyens infâmes ; ils n'hésitent pas à affamer la garde nationale en séquestrant la Banque et la Manutention.

Le temps n'est plus au parlementarisme ; il faut agir, et punir sévèrement les ennemis de la République.

Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous.

Paris veut être libre. La contre-révolution ne l'effraye pas ; mais la grande cité ne permet pas qu'on trouble impunément l'ordre public !

Vive la République !

Les généraux commandants, BRUNEL, E. DUVAL, E. EUDES.

Plusieurs autres décisions confirment cette volonté de reprise en main.

Une affiche est placardée sur une des portes de l'Hôtel-de-Ville :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité — Justice

Tout individu pris en flagrant délit de vol sera immédiatement fusillé.

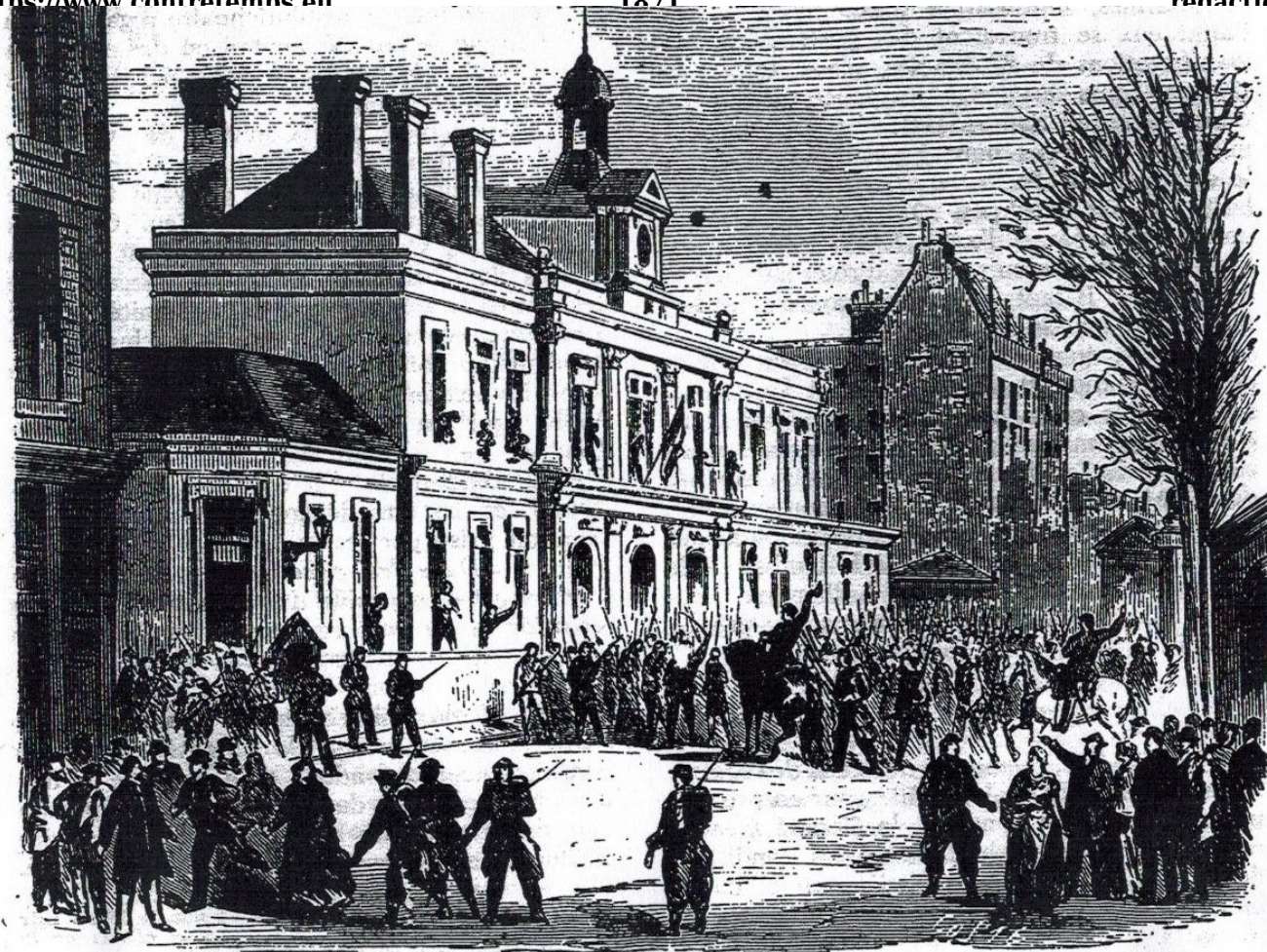
Un rappel est fait par les délégués au Ministère des Finances, Varlin et Jourde, concernant la perception des octrois qui doit être effectuée comme par le passé. Il est indiqué que « *les mesures les plus énergiques seront prises contre les employés de ce service qui n'accompliraient pas leurs versements, par voie administrative, à la délégation des finances du Comité central* ».

En même temps, le comité a voté d'urgence, à l'unanimité, la mise en liberté des généraux Chanzy et de Langourian. Le Général Chanzy avait été arrêté par les gardes nationaux de service à la gare d'Orléans le 18 mars, a été incarcéré à la prison de la santé, après avoir été protégé par l'adjoint Léo Meilliet[1]. Les prisonniers incarcérés à la Santé ont été libérés, mais il a fallu toute l'insistance du Comité Central pour que Duval[2] accepte d'exécuter l'ordre. Pour lui, Chanzy est un otage qu'il est bon de garder. En contrepartie de sa libération, Chanzy a juré de ne pas porter les armes contre Paris.

Le camp réactionnaire se dégarnit

Le capitaine Salicis essaie une nouvelle fois d'organiser une action militaire rive gauche, en s'emparant de la mairie du 5° à partir du presbytère de Saint Étienne du Mont. Cette fois ci, il s'appuie sur quelques centaines d'étudiants et de réactionnaires du quartier, mollement suivis par quelques éléments de la Garde Nationale, après son échec du 22 mars avec les gardes nationaux.

Mais Saisset lui demande d'attendre.



Occupation de la mairie du VIe par la garde nationale.

Il est maintenant clair que Versailles refuse toute conciliation, et ceux qui continuent à défendre cette illusion de négociation sont de plus en plus clairement les complices de la volonté de revanche.

C'est la raison pour laquelle certains maires commencent à accepter le principe des élections à Paris. Chaque séance de Versailles amène des désertions nouvelles, les officiers bonapartistes dépassant la mesure. La petite bourgeoisie républicaine, déçue par le refus de l'assemblée de Versailles d'adopter la loi sur la prorogation de trois mois des échéances proposée par Millière, exaspérée par les insultes contre la république à l'assemblée, redoute une restauration bonapartiste ou royaliste. Commerçants, petits industriels et artisans qui craignent la faillite, se rapprochent du Comité Central qui, lui, a décrété la prorogation des échéances.

L'offensive du Comité contre la résistance des mairies des 1er et 11e arrondissements

La première mission des nouveaux généraux est de liquider la résistance installée dans les mairies des 1er et 11e arrondissements. Brunel se rend à la Mairie du Louvre avec 600 hommes de Belleville, et deux pièces d'artillerie. On frôle plusieurs fois l'affrontement armé. Brunel et deux délégués du Comité, Lisbonne et Protot, négocient avec le maire pour l'organisation en commun des élections à Paris au plus vite, et acceptent en outre de

débattre à nouveau de la réélection du Général de la Garde Nationale. Les négociateurs se rendent ensuite à la mairie du 11^e arrondissement pour l'informer de l'accord.

Les gardes nationaux des deux camps saluent cette unité et mêlent leurs rangs, les applaudissements fusent aux fenêtres.

Témoignage. Frédéric Damé

[...] La convention signée, MM J Méline, Ad Adam, André Murat et Poirier, ceints de leurs écharpes, le général Brunel, le Commandant Protot, et le Colonel Barré, escortés par un piquet du 14^e bataillon, sortirent et se dirigèrent vers la mairie du 11^e arrondissement par la rue Richelieu. En voyant passer les maires et les délégués du Comité central qui causaient tranquillement ensemble, il y eut dans les deux camps une explosion de joie indescriptible. Les esprits, les nerfs tendus depuis deux heures se détendirent tout à coup dans un délire d'enthousiasme. Gardes nationaux fédérés et gardes nationaux de l'ordre levaient la croix en l'air et s'écriaient : « tout est arrangé, c'est donc fini ! »

Et tous ces hommes nés dans la même ville, ayant les mêmes intérêts, les mêmes besoins, les mêmes désirs, la même foi politique ; ces hommes qui, deux mois auparavant, animés de l'amour sacré de la patrie, se rangeaient sous les mêmes drapeaux pour combattre l'ennemi commun l'envahisseur de la France ; ces hommes qui venaient de se menacer et qui avaient failli s'entr'égorger il n'y avait pas un quart d'heure, sous le coup de l'émotion, se dirent que tout cela n'était que le résultat d'un malentendu, et dans un magnifique élan de fraternité et d'espoir, de réconciliation et de bonheur, se tendirent les mains et d'une seule voix jetèrent à tous ceux qui venaient de tout pacifier, ce cri qui résumait toutes leurs pensées et tous leurs vœux : « Vive la France, vive la République ! »

A la mairie du 11^e, ils se mettent d'accord avec le maire et le colonel Schoelcher pour des élections à la date du 30 mars, soit quatre jours après la date fixée par le Comité, et 3 jours avant celle dont on parlait à l'assemblée.

Mais le Comité central qui avait déjà reporté deux fois les élections refuse cet accord qui conduirait à un troisième report. Il craint que le recul des élections donne du temps à Versailles pour attaquer Paris. En outre, tout le monde est exténué, veut en finir avec la situation ouverte le 18 mars. Il décide la publication au JO de demain samedi du texte d'organisation adopté hier.

Informés de cette décision du Comité Central, les maires crient à la mauvaise foi des négociateurs désavoués. N'y a-t-il pas une volonté chez certains d'entre eux de gagner du temps, de retarder pour permettre à Versailles de s'armer ? Le maire du 11^e essaie d'organiser une résistance, sans succès.

La vie continue

Les musées ont ré-ouvert et les Tuileries fermées depuis le 4 septembre par le Gouvernement de la défense nationale, même si le musée du Louvre ne peut présenter la

~~totalité de ses collections, puisque les œuvres qui ont été évacuées à l'approche de l'armée prussienne sont toujours à Brest.~~

Pendant que certains bourgeois quittent Paris, d'autres rejoignent la capitale pour la défense de la république.

Témoignage. Victorine Brocher, 31 ans, piqueuse en bottines, ambulancière dans la garde nationale

« Le 20 mars, dans l'après-midi, nous eûmes la visite d'un compagnon d'armes de mon mari, le garibaldien duquel j'ai déjà parlé. Il nous dit qu'on fait un appel à tous les corps francs qui sont de retour à Paris et aux soldats de l'armée régulière, qui n'ont pu être réincorporés dans leur régiment respectif, pour former un bataillon pour la défense de la république. Il demanda à mon mari et moi, de la part de quelques compagnons de combats, si nous voulions faire partie de leur bataillon en formation ; on nous faisait demander si nous consentirions à tenir le mess des officiers... Nous avons accepté et trois jours après nous étions installés à la caserne nationale, maintenant caserne de la République, à l'angle de la rue de Rivoli et de la place, près de l'Hôtel-de-Ville... Notre bataillon n'était encore ni organisé, ni habillé, ni équipé, ni armé ; parmi nous il y avait des zouaves, des spahis, des turcos ; j'avais dans mon service un nègre, il était très bon garçon. »

Au Journal Officiel, Barberet est remplacé par Charles Longuet, membre de l'Internationale. Ce journaliste, condamné après la publication par le journal *La Rive gauche* des « Propos de Labiénus », un article *très satirique* d'Auguste Rogeard contre l'empereur, avait dû s'exiler en Belgique, puis en Angleterre.

L'édition du matin du Journal Officiel publie le Compte rendu de la réunion du 20 mars de l'Académie des sciences qui s'est tenue sous la présidence de M. Faye. L'ordre du jour traitait de multiples questions comme la teinture de la laine et de la soie, les matières colorantes, la pyramide de Villejuif, l'acclimatation du quinquina à l'île de la Réunion... de multiples questions :

Deux extraits du Compte rendu

« Monsieur Becquerel père dépose sur le bureau un ouvrage manuscrit équivalent à deux volumes, et concernant l'intervention des forces physico-chimiques dans les phénomènes géologiques, météorologiques et physiologiques. L'auteur y démontre l'origine céleste de l'électricité atmosphérique, et l'influence des actions électriques pour transformer dans le corps le sang veineux en sang artériel. Il explique aussi par des courants électriques une action que la chimie ne peut expliquer, à savoir le transport des matériaux dans l'organisme, c'est-à-dire la vie, puisque la vie réside dans le mouvement »

Communication de M. Delaunay « j'ajouterai... la découverte qui vient d'être faite par un savant étranger, M Luther, d'une nouvelle planète : c'est la 112^e du groupe compris entre Mars et Jupiter.

~~J'ai aussi à faire part d'un météore lumineux signalé le vendredi 17 mars, dans la soirée, et dont j'ai reçu des nouvelles de deux côtés différents, par deux lettres distinctes.~~

La première est de Monsieur Sambeux, professeur de physique au lycée de Saintes. Il a observé ce bolide à 10 heures et demie du soir. La direction du bolide était du N.-N.-O au S.-S.-. Il était verdâtre, a éclaté sans détonation, en envoyant de nombreuses étincelles, et a duré 20 secondes. Sa lueur a duré jusqu'à 11 heures et demie.

Dans une autre lettre datée de Châtelleraut, M. Prévôt, médecin de la marine, dit qu'il a observé le météore à 10 heures 58 minutes (heure de paris) et qu'à minuit la traînée lumineuse était à peu près effacée »

À Toulouse

La garde Nationale toulousaine s'est affirmée dès le 19 mars solidaire de Paris. Elle a exigé que Préfet, républicain de 1848, fasse de même. Aussitôt Thiers le remplace par M de Kératy, ancien Préfet de police de Paris.

Aujourd'hui, 24 000 gardes se sont rendus à la Préfecture et ont proclamé la Commune. Et un manifeste est lu au grand balcon du Capitole.

La commune déclare M. de Kératy déchu de son titre de préfet, et maintient le citoyen Duportal en qualité de délégué du pouvoir central. La commune déclare vouloir la république une et indivisible, et elle adjure les députés de Paris d'être les intermédiaires d'une transaction désirable entre le gouvernement de la République et le peuple de Paris.

Dans ce but, elle somme le gouvernement d'avoir à dissoudre l'Assemblée nationale comme ayant accompli le mandat pour lequel elle a été élue, comme étant la cause de toutes les difficultés présentes et le fruit de la peur et de la corruption cléricale.

À Marseille

La ville est aux mains du peuple, et flottent sur la Préfecture, entre le drapeau tricolore et le drapeau rouge, un drapeau noir pour « signifier le deuil de la patrie » selon Crémieux, un des membres importants de la Commission élue hier.

En débat : quels alliés ?

Le peuple ouvrier de Paris n'a pas, à lui seul, la force de vaincre la bourgeoisie et son État, dès lors que ceux-ci n'acceptent pas une autonomisation de la capitale. En conséquence, une fois que le Comité central, le peuple ouvrier de Paris, s'impose dans la capitale, il lui faut pour arriver à ses objectifs se poser la question des alliés qui pourraient modifier en sa faveur le rapport de force.

Il y a d'abord les communes de province, qui existent à Lyon, Marseille, Narbonne, Saint Étienne et Toulouse. C'est à la fois beaucoup et peu. Beaucoup parce que cela montre que l'insurrection parisienne n'est pas seule. Mais peu parce qu'elle n'a pas provoqué de mouvements dans tous les centres ouvriers de France, même si on entend qu'il y a des possibilités au Creusot, avec ses 10 000 prolétaires. En outre, pour que ces communes puissent constituer un contre-pouvoir significatif, voire incontournable, il faudrait qu'elles se coordonnent, se fédèrent. On en est loin pour le moment.

La question se pose donc de trouver des alliés dans les villes, qui ont aux dernières élections souvent voté républicain, même si elles sont encore minoritaires dans un pays très majoritairement rural.

Aucune autre ville de province n'est la poudrière politique qu'est Paris. Si des chambres syndicales, des groupes de l'Internationale se constituent depuis quelques années, le peuple ouvrier n'a souvent pas la même place centrale, en nombre et aussi en capacité d'action autonome des républicains petits-bourgeois. Et la radicalisation n'est pas la même partout. Dans le débat au sein de l'Internationale à Paris, on cite par exemple des ouvriers à Roubaix et Rouen qui acceptent après la guerre de reprendre le travail à des conditions inférieures à celles qui étaient faites auparavant.

L'unité qui s'est construite à Paris autour du peuple en armes organisé dans la garde nationale ne peut se reproduire dans les mêmes termes dans la plupart des villes. La construction d'une politique nationale, de propositions dont pourraient s'emparer les ouvriers, les villes est impérative, urgente.

Enfin, dans un pays où il y a deux fois plus de paysans que d'ouvriers, où les ruraux ont élu il y a un mois une assemblée orléaniste, il n'est pas possible d'éluder leur importance. Est-il efficace seulement de dire que les ruraux ne peuvent imposer aux villes, aux républicains, et qu'il faut faire sans eux ? Si les paysans ne peuvent aisément devenir des alliés, au moins réfléchissons au moyen de les neutraliser, d'éviter qu'ils soient des soutiens actifs au gouvernement de Thiers.

Notes

[1] Militant blanquiste élu adjoint dans le XIIIe en novembre 1870

[2] Ouvrier fondeur, ancien blanquiste, syndicaliste membre de L'Internationale